



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 78.486/4
du 15 décembre 2025

advies 78.486/4
van 15 december 2025

sur

over

un avant-projet de loi
‘modifiant la loi du
15 décembre 1980 sur l'accès
au territoire, le séjour,
l'établissement et
l'éloignement des étrangers’

een voorontwerp van wet
‘tot wijziging van de wet van
15 december 1980 betreffende
de toegang tot het
grondgebied, het verblijf, de
vestiging en de verwijdering
van vreemdelingen’

Le 14 novembre 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Asile et de la Migration, et de l'Intégration sociale, chargée de la Politique des Grandes villes à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 15 décembre 2025. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Anne-Stéphanie RENSON, conseillers d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle d'Anne-Stéphanie RENSON.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 15 décembre 2025.

*

Op 14 november 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Asiel en Migratie, en Maatschappelijke Integratie, belast met Grootstedenbeleid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 15 december 2025. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Anne-Stéphanie RENSON, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Anne-Stéphanie RENSON.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 15 december 2025.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique [‡] ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'avant-projet à l'examen vise à insérer, dans la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers', la possibilité de mettre en œuvre une interdiction d'entrée à vie à l'égard d'étrangers repris dans la banque de données commune « Terrorisme, Extrémisme, processus de Radicalisation » (ci-après : « T.E.R. »), créée par la loi du 29 mars 2024 'portant création de la banque de données commune « Terrorisme, Extrémisme, processus de Radicalisation » (« T.E.R. ») et modifiant la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, la loi du 30 juillet 2018 portant création de cellules de sécurité intégrale locales en matière de radicalisme, d'extrémisme et de terrorisme et la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police'.

Comme le souligne l'exposé des motifs, le dispositif en projet transpose partiellement, notamment, la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 'relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier'.

L'article 3, point 6), de la directive 2008/115/CE définit l'« interdiction d'entrée » comme :

« une décision ou un acte de nature administrative ou judiciaire interdisant l'entrée et le séjour sur le territoire des États membres pendant une durée déterminée, qui accompagne une décision de retour ».

L'article 11, paragraphe 2, de la directive 2008/115/CE dispose :

« La durée de l'interdiction d'entrée est fixée en tenant dument compte de toutes les circonstances propres à chaque cas et ne dépasse pas cinq ans en principe. Elle peut cependant dépasser cinq ans si le ressortissant d'un pays tiers constitue une menace grave pour l'ordre public, la sécurité publique ou la sécurité nationale ».

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

2. Ainsi que le souligne l'exposé des motifs, la Cour de justice de l'Union européenne est actuellement saisie, dans l'affaire pendante C-446/24, d'une question préjudicielle en interprétation de la directive 2008/115/CE, relative à la possibilité pour une réglementation nationale de prévoir une interdiction d'entrée d'une durée illimitée à l'égard de ressortissants d'un pays tiers qui représentent une menace terroriste ¹.

Compte tenu du fait que ce renvoi préjudiciel porte sur un dispositif analogue à celui en projet, la compatibilité du dispositif en projet avec le droit de l'Union européenne dépendra de la réponse que la Cour de justice donnera à cette question préjudicielle.

Il va de soi que le dispositif en projet devra, le cas échéant, être réévalué à la lumière de cet arrêt.

3. Par ailleurs, en supposant que l'instauration d'une interdiction d'entrée de durée illimitée ne soit pas jugée incompatible avec les termes des articles 3, point 6), et 11, paragraphe 2, de la directive 2008/115/CE, la proportionnalité d'une telle mesure devra être appréciée en tenant compte des garanties entourant la décision d'interdiction d'entrée à vie que le dispositif vise à instaurer.

Si, ainsi que le souligne l'exposé des motifs, les conclusions de l'Avocat général dans l'affaire C-446/24 vont dans le sens de l'admissibilité d'une interdiction d'entrée de durée illimitée, ces conclusions rappellent que la proportionnalité d'une telle interdiction s'apprécie en fonction de la gravité de la menace pour l'ordre public que représente la personne concernée, mais aussi de la possibilité offerte aux personnes intéressées de demander à postériori que la durée de l'interdiction soit limitée ².

S'agissant des éléments qui peuvent contribuer à la proportionnalité du dispositif en projet, il est rappelé tout d'abord que l'article 11, paragraphe 2, de la directive 2008/115/CE, transposé par l'article 74/11, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, prévoit que la durée de l'interdiction d'entrée « est fixée en tenant compte de toutes les circonstances propres à chaque cas » ³. Il va de soi que, lors de la fixation de cette durée, doivent être dûment pris en compte l'intérêt supérieur de l'enfant, la vie familiale et l'état de santé du ressortissant concerné,

¹ Voir la question préjudicielle posée par l'Oberverwaltungsgericht der Freien Hansestadt Bremen (tribunal administratif supérieur du Land de Brême, Allemagne), dans l'affaire *Freie Hansestadt Bremen contre DT* (aff. C-446/24), ainsi libellée : « Convient-il d'interpréter l'article 3, point 6, et l'article 11, paragraphe 2, de la directive [2008/115] en ce sens qu'ils s'opposent à une réglementation nationale en vertu de laquelle une interdiction d'entrée d'une durée illimitée doit, en règle générale, être prononcée contre une personne dont il a été mis fin au droit de séjour et à l'égard de laquelle une décision de retour a été prise au motif qu'elle représente une menace terroriste ? ».

² Voir les points 41 et 42 des conclusions de l'Avocat général dans l'affaire C-446/24, ainsi que la note 44 des conclusions précitées qui renvoie, en ce qui concerne les interdictions d'entrée de durée illimitée, aux arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme *Sharafane c. Danemark* et *Al-Habeeb c. Danemark* du 12 novembre 2024, *Kaya c. Allemagne* du 28 juin 2007 et *Miari c. Danemark* du 15 juillet 2025.

³ S'agissant du citoyen de l'Union et du membre de sa famille, voir de manière analogue l'article 44*nonies*, § 2, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, qui dispose : « La durée est déterminée en tenant compte de toutes les circonstances propres à chaque cas ».

conformément à l'article 5 de la directive 2008/115/CE ⁴, transposé par l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980.

Par ailleurs, s'agissant de la possibilité de demander la levée de la mesure ou la réduction de sa durée, il convient de souligner que l'article 74/12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que « [l]e ministre ou son délégué peut lever ou suspendre l'interdiction d'entrée pour des raisons humanitaires ». Conformément à l'article 74/12, § 1^{er}, alinéa 3, c'est au ressortissant concerné d'introduire une « demande motivée auprès du poste diplomatique ou consulaire de carrière belge compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour à l'étranger » ⁵. Une décision de suspension ou de levée de l'interdiction « pour des raisons humanitaires » peut donc être introduite sans condition de délai.

4. C'est à la lumière des considérations qui précèdent que sont formulées ci-après les observations particulières sur les articles 4, 5 et 6.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

INTITULÉ

L'intitulé sera complété de façon à correspondre à celui de l'exposé des motifs.

DISPOSITIF

Articles 4 et 5

1. L'interdiction d'entrée à vie qu'instaure le dispositif est appelée à s'appliquer au citoyen de l'Union ou au membre de sa famille qui « fait partie des » (article 44^{nonies}, § 2, en projet) ou au ressortissant d'un pays tiers qui « appartient aux » (article 74/11, § 1^{er}, en projet) – dans la version néerlandaise, « behoort tot » – « entités validées enregistrées dans la banque de

⁴ Intitulé « Non-refoulement, intérêt supérieur de l'enfant, vie familiale et état de santé », cet article dispose : « Lorsqu'ils mettent en œuvre la présente directive, les États membres tiennent dument compte :

a) de l'intérêt supérieur de l'enfant,
b) de la vie familiale,
c) de l'état de santé du ressortissant concerné d'un pays tiers,
et respectent le principe de non-refoulement ».

⁵ À titre de comparaison, il est renvoyé à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil « établissant un système commun en matière de retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier dans l'Union, et abrogeant la Directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil, la Directive 2001/40/CE du Conseil et la Décision 2004/191/CE du Conseil (document COM (2025) 101 final – 11 mars 2025) », dont l'article 10 prévoit, en ses points 6 et 7, un système d'interdiction d'entrée d'une durée de principe ne dépassant pas dix ans, et pouvant être « prolongée par période successives de 5 ans au maximum » :

« 6. La durée de l'interdiction d'entrée est fixée en tenant dument compte de toutes les circonstances propres à chaque cas et ne dépasse pas dix ans.

7. La durée de l'interdiction d'entrée prévue au paragraphe 6 peut être prolongée de périodes successives de 5 ans au maximum. Cette prolongation est fondée sur une évaluation au cas par cas, tenant dument compte de toutes les circonstances pertinentes et, en particulier, de toute motivation dument étayée par les autorités compétentes expliquant pourquoi il est nécessaire de prolonger l'interdiction d'entrée du ressortissant de pays tiers sur le territoire des États membres ».

données commune T.E.R., telles que visées dans la loi du 29 mars 2024 portant création de la banque de données commune 'Terrorisme, Extrémisme, processus de Radicalisation' ('T.E.R.') ».

L'article 2, 4°, a), de la loi du 29 mars 2024 définit comme « entité validée », « toute personne physique majeure ou mineure de douze ans ou plus, toute personne morale ou association de fait qui répond aux critères d'un *foreign terrorist fighter*, *homegrown terrorist fighter*, extrémiste potentiellement violent, d'une personne condamnée pour terrorisme ou d'un propagandiste de haine, ainsi que l'ensemble des moyens utilisés par celles-ci ».

2. Dès lors que l'« entité validée » peut être une personne morale ou une association de fait, les termes « appartenir à » ou « faire partie de » – traduits par « behoren tot » – pourraient s'appliquer à des étrangers qui ne sont pas personnellement enregistrés comme « entité validée » dans la banque de données « T.E.R. ».

Au regard de l'intention de l'auteur de l'avant-projet qui est, selon l'exposé des motifs, de viser les étrangers « considérés comme » des entités validées, à savoir des entités constituant une menace grave pour l'ordre public, la sécurité publique ou la sécurité nationale, le dispositif sera revu afin de se limiter à l'étranger qui « est une des entités validées enregistrées dans la banque de données commune T.E.R. [...] ».

3. L'« entité validée » pouvant être une personne mineure de plus de douze ans, la question se pose de savoir si la possibilité de décider d'une interdiction de séjour à vie peut être une mesure proportionnée à l'égard de cette catégorie de personnes. L'auteur de l'avant-projet doit être en mesure de justifier le dispositif à cet égard.

Article 6

La modification en projet a pour conséquence que la demande de suspension ou de levée de l'interdiction, pour des raisons professionnelles ou d'études (article 74/12, § 1^{er}, alinéa 2, en projet) ne pourra être sollicitée au plus tôt qu'après vingt ans.

Ce dispositif ne modifie en revanche pas la possibilité pour le ministre d'accorder une suspension ou levée de l'interdiction pour des « raisons humanitaires », laquelle n'est pas soumise à un délai (article 74/12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}). La mise en œuvre de cette disposition suppose néanmoins une demande motivée de l'intéressé (article 74/12, § 1^{er}, alinéa 3).

L'exposé des motifs souligne l'existence de garanties horizontales préservant les droits de l'étranger, notamment le fait que l'article 39, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1861 du Parlement européen et du Conseil du 28 novembre 2018 'sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen (SIS) dans le domaine des vérifications aux frontières', « prévoit le réexamen, dans un délai de cinq ans, du signalement correspondant dans le SIS (et donc indirectement, par cette voie détournée, la décision d'interdiction d'entrée sous-jacente) ».

L'auteur de l'avant-projet est invité à expliciter, à tout le moins dans le commentaire de l'article, comment s'articule le fait de ne plus être enregistré comme « entité validée » avec une décision d'interdiction d'entrée à vie qui se fondait sur cette qualification.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond[‡] en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het voorliggende voorontwerp wil in de wet van 15 december 1980 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’ de mogelijkheid opnemen dat een levenslang inreisverbod wordt opgelegd aan vreemdelingen die zijn opgenomen in de gemeenschappelijke gegevensbank “Terrorisme, Extremisme, Radicaliseringsproces” (hierna: “T.E.R.”), opgericht bij de wet van 29 maart 2024 ‘tot oprichting van de gemeenschappelijke gegevensbank “Terrorisme, Extremisme, Radicaliseringsproces” (“T.E.R.”) en tot wijziging van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, de wet van 30 juli 2018 tot oprichting van lokale integrale veiligheidscellen inzake radicalisme, extremisme en terrorisme en de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt’.

Zoals in de memorie van toelichting wordt benadrukt, vormt het ontworpen dispositief met name de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2008/115/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 ‘over gemeenschappelijke normen en procedures in de lidstaten voor de terugkeer van onderdanen van derde landen die illegaal op hun grondgebied verblijven’.

In artikel 3, punt 6), van richtlijn 2008/115/EG wordt het “inreisverbod” als volgt gedefinieerd:

“een administratieve of rechterlijke beslissing of handeling waarbij de betrokkene de toegang tot en het verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor een bepaalde termijn wordt verboden, samen met een terugkeerbesluit.”

Artikel 11, lid 2, van richtlijn 2008/115/EG bepaalt:

“De duur van het inreisverbod wordt volgens alle relevante omstandigheden van het individuele geval bepaald, en bedraagt in principe niet meer dan vijf jaar. De duur kan meer dan vijf jaar bedragen indien de onderdaan van een derde land een ernstige bedreiging vormt voor de openbare orde, de openbare veiligheid of de nationale veiligheid.”

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

2. Zoals in de memorie van toelichting wordt gesteld, ligt bij het Hof van Justitie van de Europese Unie momenteel een prejudiciële vraag voor in de hangende zaak C-446/24, over de interpretatie van richtlijn 2008/115/EG, namelijk of een nationale regeling een inreisverbod van onbeperkte duur kan uitvaardigen voor onderdanen van een derde land van wie een terroristische dreiging uitgaat.¹

Gelet op het feit dat die prejudiciële verwijzing betrekking heeft op een dispositief dat vergelijkbaar is met het ontworpen dispositief, zal het van het antwoord van het Hof van Justitie op deze prejudiciële vraag afhangen of het ontworpen dispositief in overeenstemming is met het recht van de Europese Unie.

Het spreekt voor zich dat het ontworpen dispositief in voorkomend geval opnieuw moet worden geëvalueerd in het licht van dat arrest.

3. In de veronderstelling dat de invoering van een inreisverbod van onbeperkte duur niet onverenigbaar wordt geacht met de artikelen 3, punt 6), en 11, lid 2, van richtlijn 2008/115/EG, moet men bij de beoordeling van de evenredigheid van een dergelijke maatregel overigens rekening houden met de waarborgen die gekoppeld zijn aan de beslissing houdende levenslang inreisverbod dat het dispositief wil invoeren.

Alhoewel de conclusie van de advocaat-generaal in zaak C-446/24 in de richting gaat van een toelaatbaar inreisverbod van onbeperkte duur, zoals in de memorie van toelichting wordt benadrukt, wordt er in die conclusie ook op gewezen dat de evenredigheid van een dergelijk verbod wordt beoordeeld in functie van de ernst van de dreiging voor de openbare orde die van de betrokken persoon uitgaat, maar ook van de mogelijkheid die aan de betrokken personen wordt geboden om a posteriori te vragen dat de duur van het verbod wordt beperkt.²

Wat betreft de elementen die tot de evenredigheid van het ontworpen dispositief kunnen bijdragen, wordt in de eerste plaats gewezen op artikel 11, lid 2, van richtlijn 2008/115/EG, omgezet bij artikel 74/11, § 1, van de wet van 15 december 1980, dat bepaalt dat de duur van het inreisverbod “volgens alle relevante omstandigheden van het individuele geval bepaald [wordt]”.³ Het spreekt voor zich dat bij het vaststellen van die duur passend rekening moet worden gehouden met het belang van het kind, het familie- en gezinsleven en de gezondheidstoestand van de

¹ Zie de prejudiciële vraag gesteld door het “Oberverwaltungsgericht der Freien Hansestadt Bremen” (hogere bestuursrechtbank van de deelstaat Bremen, Duitsland), in zaak C-446/24, *Freie Hansestadt Bremen v. DT*, luidende als volgt: “Moeten artikel 3, punt 6, en artikel 11, lid 2, van richtlijn 2008/115/EG aldus worden uitgelegd dat zij zich verzetten tegen een nationale regeling op grond waarvan aan een persoon van wie het verblijfsrecht is beëindigd en tegen wie een terugkeerbesluit is uitgevaardigd vanwege de van hem uitgaande terroristische dreiging, in de regel een inreisverbod voor onbepaalde tijd moet worden opgelegd?”

² Zie de punten 41 en 42 van de conclusie van de advocaat-generaal in zaak C-446/24, alsook noot 44 van voormelde conclusie die, wat de inreisverboden van onbeperkte duur betreft, verwijst naar de volgende arresten van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens: 12 november 2024, *Sharafane v. Denemarken* en *Al-Habeeb v. Denemarken*; 28 juni 2007, *Kaya v. Duitsland*; 15 juli 2025, *Miari v. Denemarken*.

³ Zie in analoge zin met betrekking tot een burger van de Unie of zijn familielid, artikel 44*nonies*, § 2, van de wet van 15 december 1980, dat het volgende bepaalt: “De duur wordt vastgesteld door rekening te houden met alle specifieke omstandigheden van elk geval.”

betrokken onderdaan, overeenkomstig artikel 5 van richtlijn 2008/115/EG,⁴ omgezet bij artikel 74/13 van de wet van 15 december 1980.

Wat betreft de mogelijkheid om de opheffing van de maatregel of het verminderen van de duur ervan te vragen, moet overigens worden benadrukt dat artikel 74/12, § 1, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 het volgende bepaalt: “De minister of zijn gemachtigde kan het inreisverbod opheffen of opschorten omwille van humanitaire redenen.” Overeenkomstig artikel 74/12, § 1, derde lid, moet de betrokken onderdaan een “gemotiveerde aanvraag” indienen “bij de Belgische diplomatieke of consulaire beroepspost die bevoegd is voor zijn woon- of verblijfplaats in het buitenland”.⁵ Een beslissing tot opschorting of opheffing van het verbod “omwille van humanitaire redenen” is dus mogelijk zonder enige termijnvoorwaarde.

4. In het licht van de voorgaande opmerkingen worden hierna de bijzondere opmerkingen over de artikelen 4, 5 en 6 geformuleerd.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

OPSCHRIFT

Het opschrift moet worden aangevuld zodat het overeenstemt met dat van de memorie van toelichting.

DISPOSITIEF

Artikelen 4 en 5

1. Het levenslange inreisverbod dat krachtens het dispositief wordt ingevoerd, kan worden toegepast op de burger van de Unie die of zijn familielid dat “behoort tot” – in de Franse tekst “fait partie des” – (ontworpen artikel 44*nonies*, § 2) “de in de gemeenschappelijke

⁴ Dat artikel, met als opschrift: “Non-refoulement, belang van het kind, familie- en gezinsleven en gezondheidstoestand”, bepaalt het volgende:

“Bij de tenuitvoerlegging van deze richtlijn houden de lidstaten rekening met:

- a) het belang van het kind;
- b) het familie- en gezinsleven;
- c) de gezondheidstoestand van de betrokken onderdaan van een derde land, en eerbiedigen zij het beginsel van non-refoulement.”

⁵ Ter vergelijking wordt verwezen naar het voorstel voor een verordening van het Europees Parlement en de Raad “tot vaststelling van een gemeenschappelijk systeem voor de terugkeer van illegaal in de Unie verblijvende onderdanen van derde landen en tot intrekking van Richtlijn 2008/115/EG van het Europees Parlement en de Raad, Richtlijn 2001/40/EG van de Raad en Beschikking 2004/191/EG van de Raad (document COM (2025) 101 final - 11 maart 2025)”. Daarin voorziet artikel 10, punten 6 en 7, in een systeem van inreisverbod met een duur die in principe maximaal tien jaar bedraagt en die “kan worden verlengd met opeenvolgende perioden van maximaal vijf jaar”.

“6. De duur van het inreisverbod wordt bepaald volgens alle relevante omstandigheden van het individuele geval en bedraagt maximaal tien jaar.

7. De in lid 6 bedoelde duur van het inreisverbod kan worden verlengd met opeenvolgende perioden van maximaal vijf jaar. De verlenging wordt gebaseerd op een individuele beoordeling volgens alle relevante omstandigheden, waarbij de bevoegde autoriteiten met name naar behoren motiveren waarom het noodzakelijk is de onderdaan van een derde land verder te beletten het grondgebied van de lidstaten binnen te komen.”

gegevensbank T.E.R. geregistreerde gevalideerde entiteiten, zoals bedoeld in de wet van 29 maart 2024 tot oprichting van de gemeenschappelijke gegevensbank ‘Terrorisme, Extremisme, Radicaliseringsproces’ (‘T.E.R.’), of op de onderdaan van een derde land die “behoort tot” – in de Franse tekst “appartient aux” – (ontworpen artikel 74/11, § 1) diezelfde entiteiten.

In artikel 2, 4°, a), van de wet van 29 maart 2024 wordt “gevalideerde entiteit” gedefinieerd als “elke meerderjarige natuurlijke persoon of minderjarige natuurlijke persoon van twaalf jaar of ouder, elke rechtspersoon of feitelijke vereniging die beantwoordt aan de criteria van een foreign terrorist fighter, homegrown terrorist fighter, potentieel gewelddadige extremist, terrorismeveroordeelde of haatpropagandist, alsook alle de door hen aangewende middelen”.

2. Aangezien de “gevalideerde entiteit” een rechtspersoon of een feitelijke vereniging kan zijn, zouden de woorden “behoren tot” – vertaald als “appartenir à” en “faire partie de” – van toepassing kunnen zijn op vreemdelingen die niet persoonlijk als “gevalideerde entiteit” geregistreerd zijn in de “T.E.R.”-gegevensbank.

Het dispositief moet worden herzien zodat het enkel slaat op de vreemdeling die “een van de in de gemeenschappelijke gegevensbank T.E.R. geregistreerde gevalideerde entiteiten is [...]”. De bedoeling van de steller van het voorontwerp is immers dat, zoals in de memorie van toelichting staat, vreemdelingen in aanmerking worden genomen “die beschouwd worden als” gevalideerde entiteiten, te weten entiteiten die een ernstige bedreiging voor de openbare orde, de openbare veiligheid of de nationale veiligheid vormen.

3. Gegeven het feit dat de “gevalideerde entiteit” een minderjarige ouder dan twaalf jaar kan zijn, rijst de vraag of een mogelijk levenslang inreisverbod een proportionele maatregel ten aanzien van die categorie van personen kan zijn. De steller van het voorontwerp moet het dispositief in dat opzicht kunnen verantwoorden.

Artikel 6

De ontworpen wijziging heeft tot gevolg dat de aanvraag tot opschorting of opheffing van het verbod wegens professionele of studieredenen (ontworpen artikel 74/12, § 1, tweede lid) ten vroegste na twintig jaar kan worden gevraagd.

Dat dispositief wijzigt daarentegen niet de mogelijkheid dat de minister een opschorting of opheffing van het verbod toekent om “humanitaire redenen”, waarvoor geen termijn is bepaald (artikel 74/12, § 1, eerste lid). De tenuitvoerlegging van die bepaling veronderstelt niettemin dat de betrokkene een gemotiveerde aanvraag heeft ingediend (artikel 74/12, § 1, derde lid).

In de memorie van toelichting wordt benadrukt dat er horizontale waarborgen bestaan ter vrijwaring van de rechten van de vreemdeling, onder meer het feit dat artikel 39, lid 2, van verordening (EU) 2018/1861 van het Europees Parlement en de Raad van 28 november 2018 ‘betreffende de instelling, de werking en het gebruik van het Schengeninformatiesysteem (SIS) op het gebied van grenscontroles, tot wijziging van de Overeenkomst ter uitvoering van het Akkoord van Schengen en tot wijziging en intrekking van Verordening (EG) nr. 1987/2006’ bepaalt “dat de

bijbehorende signalering in het SIS (en via die omweg dus indirect ook de onderliggende beslissing van het inreisverbod zelf) om de vijf jaar opnieuw getoetst moet worden.”

De steller van het voorontwerp wordt verzocht te verduidelijken, op zijn minst in de commentaar op het artikel, hoe het feit dat iemand niet langer als “gevalideerde entiteit” geregistreerd staat, zich verhoudt tot een beslissing houdende levenslang inreisverbod die op die kwalificatie was gebaseerd.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Bernard BLERO